

République, fécondée dans le sang des trente mille communards massacrés au Père-Lachaise et qui, tout récemment encore, au Maroc et en Indochine, réalisa sa puissance sur les corps des révoltés, mitraillés au nom de la civilisation et de la démocratie.

**

Les social-démocrates auraient tenu parole. N'avaient-ils pas dit que leurs efforts de composition avec Dolfuss avaient pour contre-partie la défense du régime démocratique en Autriche et que si l'heure venait où Dolfuss passerait à l'attaque contre les libertés et le régime parlementaire, ils auraient résisté par les armes? N'avaient-ils pas dit, en France, que « la réaction fasciste ne passera pas », et qu'ils auraient appelé le prolétariat à la lutte pour s'opposer à la menace fasciste? Si l'on analyse superficiellement les derniers événements, on ne pourrait répondre que par l'affirmation suivante: les événements d'Allemagne ont donné leur fruit, la social-démocratie ne se laisse pas écraser, Noske est enterré pour toujours; Blum et Deutsch sont les dirigeants de la nouvelle social-démocratie pouvant représenter un point d'appui pour la lutte révolutionnaire du prolétariat. Mieux encore, la social-démocratie, après les événements d'Allemagne, reconnaît son ennemi principal « à droite », et puisque la force fondamentale du capitalisme se trouve bien à droite, les communistes auront pour devoir d'appuyer la résistance pacifique ou armée des socialistes, lesquels, à leur tour — pour ne pas être écrasés par le fascisme — n'ont d'autre appui que le prolétariat révolutionnaire. L'évolution des luttes révolutionnaires auraient donc changé de fond en comble; ce qui l'aurait fait changer, c'est la victoire fasciste en Allemagne, et, sans hésitation, il deviendrait possible de fixer ainsi la perspective du développement de la révolution mondiale; ce n'est plus la lutte sur deux fronts, contre la démocratie et contre le fascisme, mais c'est le bloc du prolétariat autour de la démocratie qui entraînera la victoire révolutionnaire dans le monde entier.

Cependant, où trouvons-nous le moteur véritable de l'évolution historique? Est-ce dans la composition sociale des forces qui passent à la lutte, où est-ce dans la direction que prennent ces différentes forces sociales? Si l'on pose ainsi le problème, les derniers événements, au lieu de déterminer une modification substantielle dans l'analyse que les communistes ont donnée, après 1917, du rôle historique qui revient à la social-démocratie dans l'époque des révolutions prolétariennes, au lieu de faire jaillir une opposition fondamentale entre Noske et Blum-Deutsch, ils relieront, en une puissante synthèse — la seule réelle d'ailleurs —, le matraqueur des Spartakistes allemands avec le défenseur de la République française, et le dirigeant de l'insurrection « socialiste » de Vienne.

Il nous suffira, en outre, de situer le plan politique sur lequel se déterminent, et la lutte armée et la lutte pacifique, les événements d'Autriche et ceux de France, pour repérer, au-delà de la brume superficielle de la situation, le cours réel de l'évolution historique, la position que devrait occuper le prolétariat, les succès que remporte le capitalisme contre le prolétariat révolutionnaire.

En effet, quelle était la position centrale des socialistes autrichiens et des socialistes français? Les derniers événements confirment-ils cette position centrale, ou bien représentent-ils un changement fondamental, une sorte d'auto-critique social-démocrate, après laquelle nous pouvons nous attendre à un déplacement de la social-démocratie dans une direction pouvant permettre les luttes et les victoires de la classe ouvrière?

Les socialistes autrichiens, l'aile gauche de la Deuxième Internationale (qui avait donné naissance à l'école de « l'austro-marxisme », une variante du révisionnisme social-démocrate imposée par la densité du prolétariat autrichien, après la victoire fasciste en Allemagne, et dans le brasier qu'était devenue l'Autriche où s'entrecroisaient les visées de l'impérialisme italien, allemand, français), avait affirmé cette thèse centrale: orienter Dolfuss vers l'impérialisme français, et, à la faveur de l'influence que les socialistes gardaient dans le parlement français, où ils représentaient la force indispensable au maintien du gouvernement de gauche, assurer le maintien du régime de la démocratie, encore une fois confondu avec la

défense des institutions de classe du prolétariat, et de leur signification prolétarienne. Paul-Boncour, voilà le point central de toute la politique des socialistes autrichiens. Pour vérifier cette affirmation, il suffira de revoir la collection des journaux socialistes de la dernière année, d'y relire l'éclat donné aux résolutions de la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre française, où Jean Longuet faisait admettre, comme condition pour l'octroi des emprunts à l'Autriche, le respect de la part de Dolfuss de la Constitution autrichienne. Et, plus récemment encore, la tournure des situations en Autriche: à la velle des derniers événements, Daladier constitue son gouvernement, première édition, en écartant Paul-Boncour et se dirige vers une majorité parlementaire centre-droite, Dolfuss croit le moment venu pour passer à l'attaque contre les organisations ouvrières, mais le samedi 4 février, Daladier s'oriente à nouveau vers la majorité de gauche, Paul-Boncour est rappelé, Dolfuss se décide à remettre son plan d'attaque et à rassurer l'Ambassade de France qu'aucune menace n'existe contre la Constitution, qu'aucune offensive n'est prévue contre la social-démocratie. Le nouveau changement de la situation en France détermine le déchaînement de l'assaut du capitalisme autrichien contre les organismes de classe du prolétariat.

La thèse à éclaircir est la suivante: le prolétariat peut-il, dans n'importe quelle situation, sous n'importe quelle impression d'avantage ou de soutien — fusent-ils aussi puissants que le gouvernement « démocratique » de France — lier son sort, s'attendre à une défense, même limitée, de ses intérêts de classe par le capitalisme et renoncer à baser ses luttes sur des postulats de classe? La réponse à telle question ne fait aucun doute: c'est la manifestation des Camelots du Roy du 6 février, potrat à la formation du ministère Doumergue, d'un ministère de droite dans un parlement de gauche et faisant voler en éclat tout le plan politique des socialistes français et autrichiens. Et pourtant, au point de vue de la compréhension réelle des situations, c'est bien là la thèse générale des socialistes que nous devons considérer: cela nous permettra d'expliquer également l'insurrection « socialiste » en Autriche. Si, par contre, nous désintégrons les derniers événements du système général, où ils sont incorporés — malgré leur expression contradictoire — nous n'arriverons pas à justifier la position prise par les socialistes qui, en France, parlent de « l'écrasement de la Commune de Vienne », lancent le cri de « Vive la Commune », comme s'il était possible d'établir une similitude entre la Commune des insurgés parisiens et l'administration communale de Seitz au sein de l'Autriche du chancelier Dolfuss. De leur côté, les socialistes belges lancent dans leur journal des titres analogue: « La Révolution gronde en Autriche », « Une armée ouvrière marche sur la capitale », « Les insurgés viennois ont repoussé l'ultimatum de Dolfuss et le bombardement a repris de plus belle », changeant de fond en comble le langage qu'ils étaient habitués à tenir sur la légalité et la nécessité pacifique des luttes ouvrières.

La semaine sanglante d'Autriche, placée dans l'ensemble de la politique socialiste de l'après-guerre, et même dans le cadre plus limité de la position que les socialistes prennent en face de la l'attaque du capitalisme, loin d'infirmes la thèse communiste sur la social-démocratie, la confirme pleinement; le prolétariat autrichien, parce qu'il n'a pas su et pu s'opposer au plan socialiste qui faisait dépendre son sort de l'impérialisme français, se trouve aujourd'hui devant l'amas de ruines de ses institutions que Dolfuss a pu bombarder alors que l'ambassadeur autrichien déclarait à Barthou que « l'ordre régnait enfin en Autriche et que le gouvernement avait solidement la situation en mains ».

Pour nous borner aux antécédents directs des derniers événements, nous croyons que la base de départ se trouve dans l'écrasement de l'insurrection de juillet 1927. En face de la première attaque fasciste, l'acquiescement des assassins d'ouvriers, membres du Schutzbund, les prolétaires de Vienne répondent par une insurrection et par l'assaut du Palais de Justice de Vienne, indiquant nettement par là que seulement l'attaque révolutionnaire contre le pouvoir étatique de la bourgeoisie peut étrangler le fascisme. A ce moment, les socialistes prennent position ouvertement contre l'insurrection et s'ils assurent la direction de la grève générale, c'est pour la détourner de son but initial et révolutionnaire, la canaliser